REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité – Travail – Progrès

Commission Nationale des Droits de l'Homme

Bureau Exécutif

SECRETARIAT GENERAL

Services des Antennes Provinciales

Antenne Provinciale du Moyen-Chari



اللجنة الوطنية لحقوق الانسان المكتب التنفيذي ةماعلاة ناملأا يراشد-نيوميفيميلقابداوه

COMMUNIQUÉ DE PRESSE 001

L'Antenne provinciale de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) du Moyen-Chari a été profondément indignée d'apprendre la découverte, au quartier Kemkian dans le 5e arrondissement de Sarh, de dix-huit jeunes âgés de 16 à 25 ans retrouvés enchaînés dans un centre d'apprentissage coranique, certains depuis plus d'un an.

Selon les premières informations, plusieurs victimes seraient originaires de différentes provinces du pays, notamment N'Djamena, le Chari-Baguirmi et le Ouaddaï. Il nous a également été rapporté que certains jeunes auraient été livrés volontairement par leurs propres parents, et qu'un jeune militaire figure parmi les personnes séquestrées. Ces révélations sont d'une gravité exceptionnelle.

Au nom du PCNDH, l'Antenne provinciale du Moyen-Chari condamne avec la plus grande fermeté toute forme de séquestration, d'enchaînement, de maltraitance et de traitements dégradants infligés à ces jeunes, en totale violation de la Constitution de la République du Tchad, des lois nationales et des instruments internationaux relatifs aux droits humains. Elle salue l'annonce de l'ouverture d'une enquête par les autorités compétentes et appelle à ce qu'elle soit rapide, indépendante et exhaustive, afin d'identifier et de traduire en justice tous les auteurs, complices et responsables, y compris ceux ayant permis ou ordonné l'enchaînement des victimes. La CNDH exige la prise en charge immédiate médicale, psychologique et sociale des jeunes libérés, afin de garantir leur réhabilitation et leur réintégration dans des conditions respectueuses de leur dignité. Elle rappelle que l'éducation, quelle que soit sa nature, ne doit en aucun cas s'exercer au détriment de la liberté, de l'intégrité physique ni de la dignité humaine. Aucun motif religieux, culturel ou familial ne saurait justifier de telles violations.

L'antenne réaffirme son engagement à documenter ces faits, à accompagner les victimes et à suivre de près la procédure en cours, conformément à son mandat de promotion, de protection et de défense des droits humains.

L'Antenne provinciale de la CNDH du Moyen-Chari appelle enfin l'ensemble des leaders religieux, communautaires, éducatifs et les familles à adopter et promouvoir des pratiques respectueuses des droits fondamentaux de l'enfant et du jeune.

Fait à Sarh, le 17 novembre 2025

Le Chef d'Antenne



M. Ziller DJERAMBETE